

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE

28 boulevard de Pesaro
92000 Nanterre

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2025/AH/N°342GR
Code AIOT : 0006520140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE implanté 48-64 route de l'Île Saint-Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objectif de contrôler les équipements sous pressions soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017 [NOR : TREP1723392A].

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE
- 48-64 route de l'Île Saint-Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0006520140
- Régime : Autorisation

VEOLIA PROPRETÉ Île-de-France exploite un centre de tri des encombrants et des déchets de chantier sur un terrain de Port de Paris, situé au 48-64, route de l'Île Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne.

Le site de Bonneuil-sur-Marne, implanté au 48-64, route de l'Île Saint-Julien, comprend :

- un centre de tri mécanisé des encombrants et déchets du BTP,
- un centre de transfert des matériaux collectés sélectivement,
- une installation de broyage du bois valorisable,
- une déchetterie à destination des usagers professionnels (artisans, commerçants, industriels),
- une installation de broyage de meubles.

Le site (tous apports confondus) peut accueillir jusqu'à 250 000 tonnes de déchets par an.
 La déchetterie est accessible pour les apports de déchets, du lundi au samedi de 6h30 à 21h30. La ligne de tri fonctionne du lundi au vendredi de 6h30 à 21h30. Les opérations de maintenance et d'entretien se font entre 21h30 et 6h30.
 Le site dispose d'un effectif de 54 personnes pour son exploitation.

L'installation est classée comme suit (arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2022) :

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal autorisé
2710-1. a	A	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	Famille des pâteux, familles des acides et bases, ammoniacales, famille des « solvants usagés » et des déchets dangereux contenant des huiles et des hydrocarbures, famille des déchets phytosanitaires, tubes fluorescents/lampes usagées/piles/batteries, aérosols, amiante liée, bouteille de gaz, DEEE	34 t
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 2794,2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Activité de broyage du bois	221 t/j
2710-2. a	E	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³	Collecte de 420 m ² et 410 t de bois, inerte, plâtre, métaux, plastiques, cartons et papier	1 130 m ³
2714-1	E	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Centre de tri et transit de papiers/cartons (380 m ³ – 130 m ² – 6 838 t), de plastiques (380 m ³ – 130 m ² – 23 t), de bois (1 900 m ³ – 430 m ² – 380 t) et de déchets de collecte sélective mélangés (510 m ³ – 100 m ² – 80 t)	3 170 m ³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Centre de tri et transit de stock réception (4 200 m ³ – 1 300 m ² – 1 300 t), de refus (2 000 m ³ – 635 m ² – 600 t) et de déchets verts (280 m ³ – 100 m ² – 56 t)	6 480 m ³
2713-2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ²	Centre de tri et transit de métaux ferreux (75 m ² – 225 m ³ – 68 t) et non ferreux (75 m ² – 225 m ³ – 30 t)	150 m ²
2.1.5.0 (IOTA)	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant	Surface totale du bassin versant dont les écoulements sont interceptés par le projet : 28 742 m ² comprenant un bassin de stockage des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction	2,87 ha

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal autorisé
		d'une surface supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	de 710 m ³	

La réglementation applicable est notamment :

- arrêté préfectoral modificatif n°2022/00907 du 14 mars 2022 portant régularisation d'exploitation d'Installation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la protection de l'Environnement – VEOLIA Propreté Île-de-France sise au 46-68, route de l'Île-Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne sur le Port de Bonneuil ;
- arrêté préfectoral n°2017/2783 du 26 juillet 2017 portant autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – Demande d'autorisation souscrite par la société VEOLIA PROPRETÉ ÎLE-DE-FRANCE à BONNEUIL-SUR-MARNE, 48-64 Route de l'Île-Saint-Julien à BONNEUIL-SUR-MARNE ;

La visite d'inspection porte spécifiquement sur la thématique équipements sous pression avec comme référence :

- [Arrêté du 20 novembre 2017](#) relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples [NOR : TREP1723392A]

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Eau de surface
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 557-53 à L. 557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	15 jours
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Mise en demeure, respect de prescription pour la société AIR & GEN SERVICES	2 mois
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande d'action corrective pour la société AIR & GEN SERVICES	1 mois
5	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement article R. 557-14-2	Demande d'action corrective pour la société AIR & GEN SERVICES	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté spécifiquement sur la thématique équipements sous pression.

Il apparaît que l'exploitant VEOLIA respecte l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, hormis sur un point qui est la mention du régime de surveillance dans sa liste d'équipements sous pression.

Cependant, l'exploitant loue l'équipement sous pression n° WCF301456 qui ne respecte pas les articles de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, contrôlés lors de l'inspection. Cet équipement sous pression appartient à la société AIR GEN & SERVICES, qui doit ainsi se mettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des équipements sous pression qui contient les éléments décrits dans l'article 6 de l'arrêté ministériel, hormis le régime de surveillance. Une colonne "régime de surveillance" figure dans le tableau, cependant aucun élément n'apparaît dans cette colonne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le régime de surveillance et transmettre la liste des équipements sous pression mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en

vigueur du présent arrêté,
Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

2 équipements ont été sélectionnés sur la liste de l'exploitant :

Équipements	Fabriquant	Année	N° fabrication	PS (bar)	Volume (l)	PSV
Cuve d'air comprimé	Lohenner GmbH	2018	99633	11	5000	55000
Cuve d'huile	ROLLAIR	2007	WCF301456	15	84	1260

Il apparaît que la cuve n° 99633 a subi une inspection périodique le 11/08/2025 par l'APAVE. Cependant, l'exploitant ne dispose pas de l'inspection périodique de la cuve n° WCF301456 qui est une cuve de location de la société AIR & GEN. Cette inspection périodique devait être réalisée en 2021 et en 2025, sachant que la requalification périodique a été réalisée en 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société AIR & GEN, exploitant de la cuve n° WCF301456, doit réaliser et transmettre le rapport d'inspection périodique de son équipement sous pression.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

[...]

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du

nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : L'exploitant a réalisé l'inspection périodique de la cuve n° 99633 par l'APAVE le 11/08/2025. L'APAVE est un organisme habilité pour le contrôle des équipements sous pression (point I de la prescription ci-dessus). Le compte-rendu a bien été établi (point II ci-dessus). En complément, l'inspection observe que les éléments mentionnés dans l'IP sont identiques aux éléments mentionnés dans la liste et sur la cuve.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]
Constats : La cuve n°99633 datant de 2018 'est soumise à la requalification périodique conformément au point II de l'article 14 de l'arrêté ministériel susvisé. CLa mise en service datant de 2018, la requalification est à faire d'ici 2028. La cuve n° WCF301456 datant de 2007 doit disposer d'une requalification périodique. L'exploitant de l'installation louant la cuve ne dispose pas du compte-rendu de requalification périodique. Cependant, lors de l'inspection de l'équipement, il apparaît qu'une requalification a été réalisée en 2017 (cf planche photographique).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société AIR & GEN SERVICES doit transmettre le dernier rapport de requalification périodique réalisé par un OH de la cuve n° WCF301456.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R. 557-14-2					
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements					
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]					
Constats : La cuve n° 99633 semble visuellement en bon état. Aucune fuite n'a été observée lors de la visite. La cuve n° WCF301456 est difficilement observable étant disposée dans une armoire. Il semble y avoir de petites fuites d'huile. L'armoire dispose de 2 plaques signalétiques (cf. planche photographique) montrant : des valeurs de PS et volume différents de ceux présents dans la liste.					
Nom	Fabriquant	N° fabrication	Année	PS (bar)	V (litres)
Compresseur Air	AIR WORTHINGTON CREYSSENSEC	WCF301456	2007	9.5	/
/	AIRCOM	10263	2007	15	84
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant de l'équipement, c'est-à-dire la société AIR & GEN SERVICES, doit bien identifier les composants de son ESP.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Demande d'action corrective					
Proposition de délais : 1 mois					

N° 6 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

Constats :

Le compresseur n°99633 est équipé d'une soupape PS de 11 bar.
Il a été observé sur site cette soupape (cf. photographie).

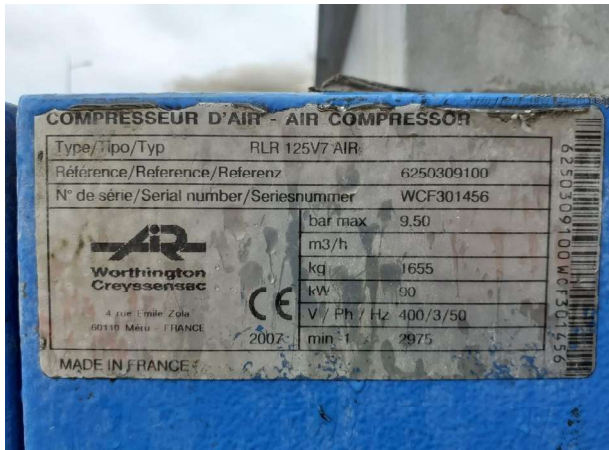
L'exploitant ne dispose pas du certificat de tarage des équipements de sécurité de la cuve huile WCF301456.

Lors de l'inspection, il apparaît un pressostat à 16 bar, soit supérieur à la pression de la cuve d'huile PS=15 bar.

Cependant, sur la plaque signalétique du compresseur, la pression maximale de 9,5 bar est indiquée. Cela signifie que le moteur du compresseur ne permet pas de délivrer plus de 9,5 bar, ce qui serait compatible avec la PS du récipient (15 bars).

Type de suites proposées : Sans suites

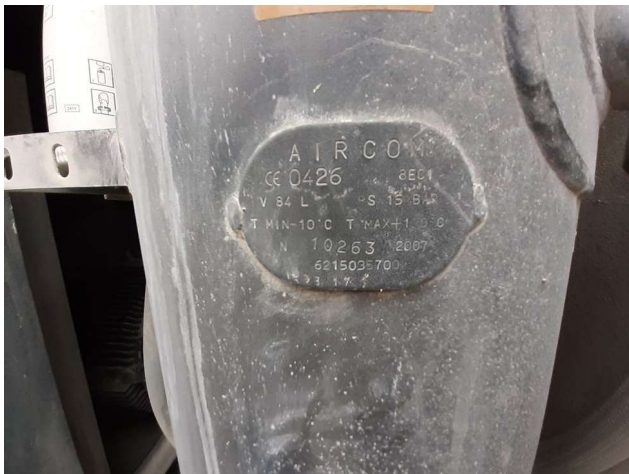
Planche Photographique



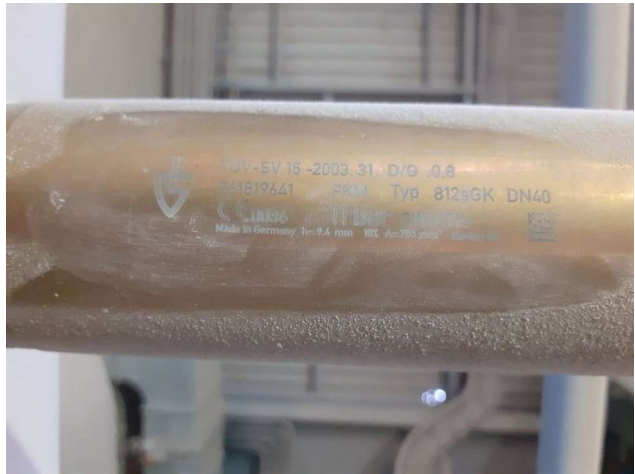
Plaque signalétique du compresseur en location
n°WCF301456



Plaque signalétique du compresseur air de
VEOLIA n°99633



Plaque signalétique de la cuve du compresseur en Soupape de 11 bar du compresseur air de VEOLIA
location N°WCF301456



n°99633



Pressostat de 16 bar du compresseur en location
n°WCF301456